

Je viens d'achever la lecture du N° 03 de *Cause commune* consacré pour l'essentiel au dossier relatif au « Populisme dans tous ses états ». Je me suis vivement intéressé à la lecture de ce dossier, non seulement en raison de son actualité politique supposée (ou manifeste) mais surtout du point de vue de la méthode d'analyse et donc de la portée théorique de l'argumentaire proposé. J'ai apprécié que par la diversité des approches en raison du large panel de contributeurs consultés, on ait veillé à éviter de tomber dans la caricature exécutoire comme il m'avait semblé que plusieurs s'y étaient laissés engluier l'été dernier, lors de l'université d'été du Pcf où je n'avais pu me rendre, ne disposant plus de l'aisance physique que supposait un déplacement de Nîmes à Angers !

Ma principale critique porte sur le fait d'avoir négligé de solliciter un linguiste ès-qualités, par exemple, un(e) spécialiste de socio-linguistique ou de terminologie, habilité(e) à interroger l'usage des mots ou des énoncés dans leur dispositif sémantique, littéraire, historique ou chronologique. A quel moment, dans quelle configuration historique, l'usage des *désignants* : « populisme », « populiste », se connote-t-il de péjoration à l'inverse de son emploi qualificatif antérieur ? Pourquoi ce retournement, d'abord dans l'ordre culturel, ensuite dans l'ordre politique ?

Je rappellerai en premier lieu que c'est en 1928, pas avant, que le mot « populisme » a reçu en France son baptême sémantique, quand le romancier Léon Lemonnier et le critique André Thérive, voulant réagir contre le romanesque aristocratique et bourgeois qui dominait la littérature française (Proust, Mauriac, Martin du Gard, etc.), ont fondé une sorte d'école « populiste (*sic*) ». Lemonnier rédigeant à cette fin deux manifestes, parus, le premier en août 1929, le second en janvier 1930. Sans doute l'idée qui les inspirait, pouvait-elle être référencée au mouvement russe des *narodniki* des années 1860-1879, mais cela n'a rien d'évident. Sans remonter jusqu'à Eugène Sue et à la fameuse dissociation imaginaire des « classes dangereuses » et des « classes laborieuses », on pourrait déceler les premiers traits implicites d'une sorte de populisme des origines dans l'œuvre de Hugo (*Les misérables*) ou de Zola (*Le roman expérimental*, *L'assommoir*...) et, allant au terme, évoquer comme suites possibles ou probables les romans saisissants de Louis Guilloux. La poésie de Paul Fort, celle de Jehan-Rictus ou même, plus tardivement, celle de Jacques Prévert, en accompagneraient l'étendue. Le champ littéraire en serait encore marqué après 1945, par exemple avec Jean-Pierre Chabrol pour son roman *Le bout-galleux*, qui devint en 1956, lauréat du « Prix populiste », prix encore attribué chaque année quoique désormais sous le patronyme de « Prix Eugène Dabit », mais prix qui fut initialement fondé par la romancière et critique Antonine Coulet-Teissier en 1931. Et dans la liste des 43 titulaires dudit prix, je signale qu'on trouve beaucoup de noms d'auteurs plus ou moins célèbres ou « populaires » qui en surprendront plus un(e) !... Et j'ajoute sur ce point, que je garde en moi le souvenir vivant des formidables chroniques sur cette grande question de la littérature pour le peuple que Louis Aragon réservait aux lecteurs des *Lettres françaises* et que je dévorais entre mes quinze et mes trente ans. Le schéma d'une « littérature » et d'une « culture » qu'on appelait alors sans défaveur « populiste », notamment dans le champ cinématographique, a cependant connu une nette évolution à partir de 1938 dans le contexte de la crise du Front populaire et de l'évolution du côté gauche de l'opinion. De sociologique, le populisme tendit à se faire alors plus idéologique, d'ethnographique, il devint politiquement polémique, notamment dans la mouvance « communiste » ou marquée par le mouvement ouvrier : Henri Poulaille (*Le pain quotidien*), Eugène Dabit (*Hôtel du nord*) illustrent originairement cette tendance. Poulaille proposa même de renoncer à « populisme » pour fonder une « école prolétarienne » ... Mais simultanément, puis après-guerre et jusqu'à la fin des années 1970, ce qui pouvait encore passer pour illustration de la veine populiste (par exemple les romans de Bernard Clavel), a cédé la place à la littérature « engagée », contrapunctive du nouveau roman et du mouvement « Tel Quel », ce qui a rendu caduque ou très dépréciée la référence antérieure au « populisme ». Il semble, au vu de divers travaux, que cette évolution très visible en France, s'est aussi manifestée sous des formes diverses et spécifiques dans les autres aires culturelles occidentales, notamment en Europe et en Amérique du nord.

Comment et pourquoi en est-on venu dès lors à parler d'un « populisme » rapidement décomposé en un « populisme de droite » doublé d'un « populisme de gauche », celui-ci inévitablement et imparablement entaché de corruption du fait de son homonymie avec l'autre, et cela jusque sous la plume des journalistes de *L'Humanité* ou de *Libération* depuis presque dix ans ? Il y a là tout un champ croisé de signifiants dont on est très loin d'avoir pris la mesure, en sous-estimant de surcroît les effets pervers de ces pratiques langagières sur la construction des opinions publiques. Et, puisque j'en suis à soulever ces questions, je me demande comment dans le dossier de *Cause commune*, on a seulement focalisé notre attention sur « populisme » sans avoir rappelé l'ambiguïté historique de l'emploi du mot « peuple » qui avait pris, suite à la Révolution française et en raison de son investissement par les auteurs démocrates du dix-neuvième siècle, une signification de plus en plus abstraite, déformant sans la moindre innocence, l'origine pratique, roturière, antiaristocratique, anti-absolutiste et même originairement « bourgeoise » que les années de luttes intenses 1789-1799 lui avait réservée ? Mais pourtant, c'est encore cette signification globalisante du mot « peuple » que retiennent et propulsent dans la langue politique ordinaire de grands historiens et publicistes comme Jules Michelet mais aussi bien, après 1848 et jusqu'aux lendemains de la Commune de Paris (1871), Victor Hugo et des milliers d'autres. « Peuple » : grand

mot référentiel et mobilisateur de l'imaginaire mais aussi d'usage mystificateur ! C'est pourquoi, dès la Révolution française, *a fortiori* par la suite, la nécessité d'une clarification conceptuelle parut nécessaire à celles et ceux qui percevaient bien qu'à travers l'emploi du mot s'affichait la volonté d'étouffer les différenciations sociales de classe : d'ou l'emploi, peu à peu devenu massif, d'énoncés alternatifs critiques, métaphoriques ou non, issus ou non des radicaux latins : « *populus* » ou « *plebs* », le premier se référant à l'institution fondatrice de la république, le second à la réalité sociale des « *insulae*(quartiers) » de la Rome antique ? Ainsi l'on vit apparaître successivement dans l'espace public, l'usage de « quatrième Etat » (Dufourny, 1789), de « sans-culottes (1790-91) », puis de « plèbe » et de « plébéiens » (Babeuf « Le Manifeste des plébéiens » -1795- préparé par la dichotomie observée des « ventres creux » opposés au « million doré »), puis de « prolétaires » d'origine latine et qui gagne en extension, enfin « travailleurs (« workers ») après la Commune de Paris, etc. (voir à ce propos les travaux déjà anciens des linguistes et, en particulier, ceux de J. Dubois puis de son école, ou le grand travail d'enquête de Jacques Grandjonc...). Le grand tournant dans cette évolution onomastique renvoie évidemment à Marx et à Engels, c'est-à-dire à ce qui s'invente avec eux dans les années 1840-1871, quand s'impose la recherche et l'emploi du mot adéquat pour désigner le cœur d'un peuple disjoint du fait de l'exploitation de classe, doublée de l'oppression exercée sur les « masses » par une « classe exploiteuse » dominée par le « capital ». Dès 1824, Mignet, par exemple, s'était déjà montré sensible à la signification de cette disjonction quand il parlait de la « multitude » (la « vile multitude ») pour rendre compte de cette modification de sens imprimée par le mouvement des choses dont l'emploi indifférencié du mot « peuple » ne pouvait plus rendre compte précisément. Avec Marx, puis après lui, l'énoncé de « classe ouvrière » s'est imposé pour désigner la classe référentielle en lutte permanente contre l'exploitation économique exercée dans le cadre du rapport social capitaliste. Mais aussi susceptible de désigner le peuple opprimé contre la domination sociologique et politique des classes dominantes qui en est l'effet dans la superstructure. « Classes dominantes » ? Il faut y regarder de près, puisque pour échapper au « solo funèbre » d'une classe ouvrière qui serait victime d'un isolement préparatoire à son massacre, la classe « montante » révolutionnaire doit viser à regrouper dans son sillage les classes ou groupes sociaux non-capitalistes, même les plus « instables » dira encore Lénine, qui existent dans toutes les formations économiques et sociales concrètes mais qui sont dominés, souvent subjugués, quelquefois complices, de la « bourgeoisie capitaliste » dirigeante. Schéma connu, on doit y revenir !

Dans cette longue phase historique, on n'a jamais, me semble-t-il, employé le substantif « populisme ». Tout au plus, chez les journalistes, chroniqueurs et philanthropes, voit-on apparaître le qualificatif « populiste » pour désigner une sympathie d'ensemble éprouvée par des figures singulières de transfuges socio-culturels envers les dominé(e)s et les exploité(e)s, ou pour qualifier une participation à leur combat : ainsi chez Jules Vallès, me semble-t-il me souvenir. Sans doute, faut-il aussi penser que la référence romaine attachée aux mots alternatifs de « plèbe » et « plébéiens » qui faisait très éducation bourgeoise, a porté préjudice à leur emploi, malgré le fait que, après Babeuf, les « néo-babouvistes » et même Engels ou Marx qui les avaient fréquentés à Paris avant 1848, y aient souvent recouru, par exemple Engels dans la *Guerre des paysans* et Marx dans ses écrits relatifs à l'histoire des luttes de classes à la française entre 1848 à 1871. Je remarque que cet emploi archaïsant s'est trouvé repris après 1917 dans la littérature historique soviétique, par exemple, entre 1923 et 1927, donnant lieu d'ailleurs à polémique entre les historiens Tarlé et Loukhine et cela jusqu'en 1938, ouvrant ainsi la voie à de sévères combats idéologico-politiques finalement tranchés par la direction du PCUS comme l'a montré Tamara Kondratieva.

En Europe, l'usage courant de « populisme » dans sa double déclinaison contradictoire (« populisme de droite » ou « populisme de gauche ») ne l'a emporté sur les formulations précédentes dans la langue courante et le langage politique, qu'autour des années 1990-2000, c'est-à-dire à partir du moment où s'est manifestée la réapparition sur le subcontinent (et en France singulièrement) d'une extrême-droite politique et nationaliste à la recherche d'une audience populaire de type électoral. « Populisme » sans autre qualification, s'inscrivait ainsi dans l'espace public comme une figure de rhétorique traduisant une différence radicale avec le mode d'expression ordinaire des partis communistes et ouvriers défaits ou mis sur la défensive en raison de l'effondrement du socialisme, dit « réel ». L'usage de ces mots est entré en compétition avec d'autres formulations, comme « classes subalternes » ou ses succédanés, venant de Toni Negri ou d'autres théoriciens formés, tantôt dans la mouvance radicale italienne, tantôt dans l'horizon anti-impérialiste d'Amérique latine, ou encore paraissant découler des apports critiques de l'œuvre de Christopher Lasch (que j'ai eu le bonheur de rencontrer à l'université de Rochester en 1978) !), dont les travaux n'ont été véritablement connus chez nous qu'après l'an 2000. Et je rappellerai enfin qu'un analyste aussi fin que l'était André Tosel y recourait constamment dans ses écrits récents quand il voulait marquer, à la fois, la dénivellation de classe, au regard du pouvoir social, entre classes populaires et oligarchies, doublée de la polarisation systématique des survaleurs (la « plus-value ») extorquées au profit des dominants dans une forme de rapport social entièrement soumis au processus de suraccumulation mondiale du capital.

L'œuvre de Chantal Mouffe est, selon moi, produite dans cette configuration historique d'ensemble qu'il faut resituer entièrement dans le temps de son expression première. Cette démarche de connaissance est nécessaire pour saisir la signification profonde des théorisations de Mouffe et apprécier le succès qu'elle a rencontrée en Europe, d'abord dans les péninsules méditerranéennes (Grèce, Espagne, Italie) plus récemment en France comme le remarque justement et finement le dossier en question de *Cause commune*.

Au-delà des commentaires formulés ci-dessus que m'inspire une lecture attentive, la vraie question qui sourd de l'ensemble du dossier, se trouve explicitement exposée dans les propos de Guillaume Roubaud-Quashi : « Le populisme fleurit là où on masque la lutte des classes ». Résumons : le populisme de gauche (ou qualifié tel) serait une énième figure de réapparition d'une nouvelle social-démocratie prête à occuper le terrain du réformisme de collaboration de classe dans une configuration d'ensemble dominée par l'échec, et même la désagrégation récente des partis socialistes et assimilés, en Europe et en France. Le schème de cette hypothèse repose sur la prise en considération du quasi-modèle de recomposition de la social-démocratie que nous avons vu fonctionner en Europe depuis les années 60-70 du siècle dernier : après un affaiblissement structurel hérité des effets de la Seconde guerre mondiale et du processus de « décolonisation », les Partis socialistes se sont reconstruits en Europe en commençant par se situer « à gauche » juste avant que ne se profile la « troisième révolution industrielle », celle de ce qu'on désigne aujourd'hui sous le vocable de « révolution du numérique », contemporaine du processus englobant de « mondialisation ». Cette orientation était fondée sur plusieurs caractères communs : une relative prise en considération des attentes populaires, un développement des services publics et du « welfare state », la recherche des voies d'une « paix » par la détente internationale dans les limites conservatrices cependant du renforcement de l'alliance atlantique, un rejet de l'idée de transformation des rapports de production de type capitaliste mais une utilisation simultanée de la menace, jugée potentielle, de la subversion « communiste » pour imposer aux forces de droite et de réaction sociale, l'acceptation d'une politique sociale plus redistributive, etc. Venus au pouvoir à travers des jeux d'alliance variables mais efficaces un temps, notamment avec les « Verts », les partis socialistes ont fini partout par se trouver submergés par la tentation de virer à droite, de renoncer à leurs engagements de « gauche » et de contredire leurs promesses initiales : les y a conduits, ce qui est paradoxal, l'effondrement simultané de leur meilleur adversaire et concurrent, le bloc auto-décomposé du « socialisme réel » et du « communisme » de parti. Rapidement, en moins de deux décennies et quasiment partout, au Portugal, en Italie, en Grèce, en Espagne sans compter le Royaume-Uni et l'Allemagne et même les pays scandinaves, enfin, pour la France, en deux temps (1981-1988 puis 1995-2002), les partis socialistes et sociaux-démocrates ont été chassés du pouvoir d'Etat et même privés ensuite d'exercer une influence décisive sur les pouvoirs régionaux et municipaux. La raison ultime en est simple et partout évidente : à vouloir se dispenser de prendre en considération la nécessité des mobilisations de classe et les luttes sociales, la social-démocratie a perdu son autorité sur les masses populaires et contribué à fabriquer sa propre liquéfaction ! En conséquence de cette rupture plus structurelle que conjoncturelle, la question est donc rapidement devenue celle-ci : comment récupérer les débris de l'ancienne hégémonie et produire un nouveau cadre politique de nature à re-crédibiliser une « orientation de gauche » incluant de surcroît les nouvelles formes culturelles et techniques d'exercice de l'action politique ? Mais tout cela sans rien concéder au schéma alternatif de la lutte des classes et de l'exigence de transformation structurelle de l'organisation sociale ? L'agitation qui mobilise aujourd'hui les divers groupements issus de la liquidation du PS en France, illustre admirablement quoique spécifiquement le schéma de recomposition politique de la social-démocratie qui se met en place dans tous les pays d'Europe et, peut-être, ailleurs. Mais nul ne sait encore quelle forme stabilisée prendra la dite recomposition dont seule la nécessité est pour l'instant reconnue.

En France, la question se complique du fait que la « France insoumise (LFI) » dont quasiment tous les analystes politiques nous disent qu'elle est la figure aboutie du « populisme de gauche », paraît être devenue pour nombre d'observateurs et de chroniqueurs, le cœur et le moteur potentiel de l'éventuelle recomposition à gauche d'une néo-social-démocratie conquérante. Mais est-ce bien le cas ? Peut-on affirmer qu'après avoir dévitalisé la force communiste en absorbant par la base la vigueur résiduelle à l'occasion des deux dernières élections présidentielles, sans même se soucier de l'opinion de la direction du Pcf, Jean-Luc Mélenchon (JLM), le leader de la FI, issu de la même formation de base que l'ancien premier secrétaire Jean-Luc Cambadélis, va-t-il devenir l'« homme d'un nouvel Epinay » comme en son temps le fut François Mitterrand qu'il ne cesse d'admirer ? L'hypothèse est crédible du fait de l'affaiblissement sans précédent des structures fonctionnelles du Pcf et du faible charisme populaire de sa direction présente, alors que, selon les enquêtes d'opinion, demeure dans le pays la trace profonde de l'influence communiste de naguère, correspondant à plus ou moins 10% des opinions formalisées. Mais on ne peut pas non plus évacuer la possibilité d'une stagnation dans le mouvement de conquête de l'opinion « de gauche » par la FI et JLM. Celle-ci résulterait-elle de la recomposition d'une autre alternative partisane à la décomposition actuelle du ci-devant parti socialiste ? Le processus de corruption politique et militante qui s'était accélérée jusqu'à la débâcle, sous le double facteur aggravant de la présidence catastrophique de Hollande et de l'image droitière de Valls, son ancien premier ministre, est-il interrompu ? On ne peut d'autre

part pas ignorer que l'effondrement du pouvoir socialiste a par contre coup, terriblement affaibli en ricochet ses alliés « historiques », verts et communistes, ravalés dans l'opinion au rang de partenaires compromis et en fin de compte inutiles.

Tel est sans doute l'enjeu principal des prochaines échéances politiques, qui affleure dans le dossier proposé par *Cause commune* sous le titre : « le populisme dans tous ses états ». Et c'est ce qui en fait l'intérêt immédiat et sensible.

Autre interrogation relative au substrat social de tout le dispositif politique envisagé ci-dessus : quel est l'état présent de la « lutte des classes » dans cette France du moment actuel, observée indirectement dans le dossier de *Cause commune* ? Cette interrogation, je la résume de manière volontairement schématique sous la forme de deux questions : Y-a-t-il encore un capitalisme français spécifique ? Quelle classe ouvrière française lui est-elle soumise et mise en position éventuelle de lui résister ?

Première question : si près de 10% des entreprises françaises implantées en France relèvent de capitaux étrangers gérés, soit à distance, soit de manière moins centralisée, il est également vrai que la plupart des grandes entreprises dites « françaises » du fait de l'implantation de leur appareil dirigeant en France ou de leur cotation en bourse en France même - ce qui est le cas de toutes les firmes relevant du CAC-40, mais pas seulement d'elles - dépendent pour la plupart de capitaux étrangers. Dans une forte, quoique variable proportion pouvant atteindre la moitié, ces capitaux étrangers proviennent des investissements ou des apports de la finance internationale, de fonds de pension, d'investisseurs divers et de fonds spéculatifs bancaires, voire, directement ou indirectement, de fonds d'Etats intervenant en appui des investissements privés : c'est un effet réductible à la transformation mondiale de la monnaie (sous toutes ses formes) en capital suraccumulé comme l'a étudié Marx. Observons l'origine des profits nets accumulables en capital, par la plupart des dites firmes ou sociétés, considérées comme « françaises » (ou non) mais implantées peu ou prou sur le territoire de la France : les spécialistes qui en ont étudiés les flux, estiment qu'ils sont réalisés pour la moitié ou les deux tiers d'entre eux hors du territoire national français. Encore, pour être plus précis, faudrait-il distinguer dans cette évaluation ce qui relève de la réalisation des productions brutes d'aval et ce qui renvoie aux divers procès de recherche, de modélisation, de définition, d'études, etc. des productions marchandes et distinguer également ce qui relève dans le processus de marchandisation des productions, de leur répartition entre territorialisation et exportation hors des frontières nationales, voire européennes, et, enfin, entre ce qui se fabrique presque entièrement hors de France, mais contribue cependant à la suraccumulation de capitaux dits « français ». L'enquête *synthétique* sur l'ensemble de ces éléments d'analyse que je ne trouve nulle part nous dirait peut-être ce qu'il faut entendre véritablement par le concept de « capitalisme français ».

Deuxième question : s'agissant de l'antonyme structurel du « capitalisme français » que serait la « classe ouvrière » dans toutes ses composantes : d'entreprises, d'origine ethno-culturelle, d'implantation, de métier, d'aptitude, de mode de vie, de formation, etc., où la chercherons-nous ? Pour une petite part en France mais aussi partout dans l'Union européenne, hors de la zone Euro ou à l'intérieur, en Amérique du nord, du centre et du sud, partout en Afrique, désormais en Asie, notamment en Chine, en Océanie ... et même désormais au nord de la vaste Russie ! La compétition fait rage entre toutes ces composantes d'une classe ouvrière diverse, quasiment abstraite, mondialisée, sans existence pensée ou vécue comme organique et commune. Le plus souvent transformée en concurrence exacerbée (cf. Marx, *Le Capital*, Livre 1, Deuxième section, chapitre relatif à l'achat et à la vente de la force de travail, et Sixième section, chapitre « différence dans le taux des salaires nationaux »), cette dichotomie gigantesque et jamais connue à cette échelle depuis les débuts du capitalisme, se trouve illustrée chaque jour par le chantage patronal à la « délocalisation » des sites de production, chantage exercé en tout lieu par toutes les directions capitalistes des ensembles cosmopolites producteurs de survaleurs. Chantage qui de plus a pour fonction ultime de pré-orienter le modèle de revendication des travailleurs en lutte quand ils finissent plus par se battre pour élever le montant de l'indemnité de départ plutôt que de poursuivre la lutte pour la défense de l'outil de travail. Comment dans ces conditions, concevoir la *lutte de classes* comme le facteur structurant des *luttés sociales nationales*, telles qu'on les voit se dérouler en France même depuis un demi-siècle ? Comment l'évoquer autrement à l'échelle nationale (qui demeure le cadre référentiel d'une *formation politique quelconque*) que comme une *composante partielle d'un mouvement social-national* infiniment plus étendu puisqu'il regroupe aussi les catégories relevant des fonctions publiques, des sous-producteurs indépendants, des jeunes salariés de demain encore en formation, des travailleurs « ubérisés », des « bénévoles » eux-mêmes dont la gratuité d'intervention dans l'espace socialisé contribue à préserver indirectement une partie importante de l'emploi salarié et à soutenir le mode de vie des travailleurs salariés appauvris ?

Conclusion partielle : La force politique, réelle et dynamique quoique minoritaire encore, qui s'est construite autour de la FI et du « mélenchonisme » me paraît correspondre fort bien à la situation nouvelle consécutive à un triple mouvement de l'histoire marqué 1 - par la mondialisation, 2 - l'effet de l'intégration européenne et 3 - par le maintien de cadres politiques antérieurs à la configuration internationale du vingt-et-unième siècle. Celles et ceux qui en appellent au rassemblement du « peuple » contre l'« oligarchie », qui prospèrent sur les prédicats archaisants d'un « populisme de gauche » adapté à un territoire national spécifique plutôt qu'à une espérance internationale, savent fort bien ce qu'ils font et qu'ils sont entendus. Les diverses façons de se manifester, depuis la revendication « nationaliste » (Catalogne, Corse, Flandre, Ecosse, Europe du nord, etc.) jusqu'à la revendication « égalitariste » qui paraît réactualiser les *luttés plébéiennes* d'autrefois sont mieux entendues et comprises que le discours, sans doute plus fondamental des héritiers du socialisme jaurésien d'autrefois ou du communisme d'hier.

Ce qui ne marque pas la défaite de la pensée théorique du marxisme ou l'échec de la visée du socialisme comme étape vers le commun, mais rappelle que **le** politique comme niveau structurel et **la** politique comme expression culturelle et pratique de mise en forme de la représentation des intérêts sociaux, relève principalement de *l'autonomie des superstructures* et non du fond déterminant, mais opératoire en longue durée seulement, conduisant au dépassement du « mode de production ». C'est de cela donc dont il devrait être question prioritairement.

Nîmes, le 25 janvier 2018